Divorce—Loi

Mais passons à un autre sujet. A mon avis, le fait de déterminer combien de temps il faut à un conjoint pour devenir raisonnablement autonome à la suite de la rupture du mariage constitue un élément clé qui ne devrait pas être restrictif. Le mariage ne devrait pas être considéré comme un contrat d'entretien à vie. J'espère que les gens considèrent le mariage comme un contrat à vie, et pas nécessairement seulement sur le plan financier. L'autonomie économique est un objectif que nous voulons tous réaliser. Il est tout aussi irréaliste à l'heure actuelle de s'attendre à ce que l'un des époux continue à verser indéfiniment une pension alimentaire à l'autre à jamais à la suite d'un divorce ou d'une séparation, que de croire qu'on peut fixer un délai à l'objectif d'auto-suffisance économique. La situation varie dans chaque cas, et il faut tenir compte de l'instabilité du marché de l'emploi et des mauvaises perspectives d'emploi à l'heure actuelle. En raison des circonstances il peut être difficile parfois d'espérer l'autonomie. C'est la situation dans laquelle se retrouvent bien des femmes à l'heure actuelle.

Il faut prendre en compte d'autres facteurs lorsqu'il s'agit de déterminer quand un conjoint peut être considéré comme autonome. Ainsi, pour les femmes plus âgées qui n'ont jamais travaillé à l'extérieur, il faut prévoir des ordonnances permanentes dans la loi. Dans le cas de femmes plus jeunes, des ordonnances pour une période déterminée risquent de ne pas tenir compte du fait que leur capacité d'atteindre l'autonomie dépend de circonstances indépendantes de leur volonté, à savoir la situation de l'emploi et la conjoncture économique. Ces facteurs importent lorsqu'il s'agit d'atteindre l'autonomie économique. Je trouve souhaitable qu'on cherche à donner des chances égales à tous et à faire en sorte que chacun soit indépendant sur le plan économique, mais ce n'est pas toujours réalisable. Il faut faire un compromis entre la nécessité de subvenir aux besoins des femmes à diverses étapes de leur vie et celle de permettre à l'autre conjoint, généralement l'homme, de poursuivre sa vie, de voir la lumière au bout du tunnel et de refaire sa vie sans avoir à assumer un lourd fardeau financier sans nécessité. Cependant, les hommes ne peuvent cesser de verser une pension, s'il n'y pas d'autre solution.

Le Comité canadien d'action sur le statut de la femme et la *National Association of Women and the Law* ont signalé l'injustice qu'il y a à abandonner à leur sort les ménagères plus âgées ainsi que des jeunes femmes faisant peut-être face à des contraintes inattendues, sans que ce soit de leur faute. Les tribunaux doivent pouvoir envisager des circonstances atténuantes dans chaque cas.

En fait, je m'attends à ce que les juges prennent des décisions humaines, mais réalistes au sujet des ordonnances alimentaires, en tenant compte des circonstances dans chaque cas. Aucun des deux conjoints ne devrait éprouver des difficultés économiques à cause d'une séparation ou d'un divorce. C'est donc important, dans les cas où l'épouse qui est restée au foyer n'a pas acquis de droits à une pension ou à des prestations de retraite et n'a pas pu épargner ou devenir financièrement indépendante pendant le mariage. Dire qu'elle doit devenir financièrement indépendante immédiatement après l'échec du mariage est irréaliste et même s'il est admirable de sa part de viser à ne plus dépendre de son conjoint, il y a peu de chance que ce changement se produise rapidement. Ce sont les

raisons qui motivent ma position et je suis déçue que le projet de loi ne tienne pas compte de cette réalité.

• (1650)

Avec la publication du rapport de la Commission sur l'égalité en matière d'emploi, le rapport Abella, les Canadiens ont pris conscience de la nécessité de réformer notamment le système de perception des pensions alimentaires, qui sont terriblement faibles et économiquement humiliantes.

Je voudrais parler, enfin, de la conviction de mon parti qu'il faut créer une agence nationale d'exécution des ordonnances alimentaires et de garde comme dépôt central de ces ordonnances. Elle surveillerait toutes les échéances; elle enverrait promptement des avis de retard et poursuivrait énergiquement les défaillants, notamment en saisissant les paiements fédéraux et provinciaux dus au conjoint débiteur. Elle interviendrait également quand les droits du parent qui n'a pas la garde des enfants sont brimés.

Le principal obstacle à l'exécution des ordonnances alimentaires au Canada à l'heure actuelle tient au fait que c'est le créancier qui est obligé de recourir à des procédures à ses propres frais. En général, ce créancier est une femme. Compte tenu du nombre croissant d'avocats canadiens qui refusent de s'occuper de questions matrimoniales, et de l'insuffisance actuelle des mécanismes provinciaux d'exécution des ordonnances, les perspectives de recouvrer les montants impayés sont infimes dans le meilleur des cas. L'organisme proposé servirait d'interlocuteur évitant ainsi les confrontations, car ce serait une tierce partie, et plus qu'un simple organisme de collecte et de diffusion de renseignements, qui veillerait à l'exécution des ordonnances. Quand les ordonnances des tribunaux ne sont pas exécutées, ce n'est pas seulement une question d'argent, cela va aussi à l'encontre de toute bonne politique sociale.

Il est regrettable que les enfants servent de pions dans la lutte entre les deux anciens conjoints. Il s'ensuit que ceux-ci ne tiennent guère compte des ordonnances d'entretien et de garde des enfants. Par suite de la création de cet organisme national chargé d'appliquer les ordonnances d'entretien et de garde des enfants, les ordonnances seraient exécutées et l'indifférence à leur égard ne serait plus tolérée. Les chiffres obtenus du Manitoba et d'autres juridictions indiquent que les frais d'application d'un tel système sont plus que compensés par l'économie réalisée à titre de soutien du revenu des femmes qui pouvoient elles-mêmes à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.

Je sais qu'un tel organisme d'exécution des ordonnances d'entretien et de garde des enfants nécessite la collaboration des provinces, mais il faut mettre fin le plus rapidement possible aux injustices, aux troubles émotifs et aux difficultés financières qui résultent du refus de pourvoir. Il importe au plus haut point que le gouvernement fédéral prenne l'initiative de créer cet organisme. Le ministre a eu tout le temps de consulter ses homologues provinciaux. Nos lois sur le divorce n'ont pas été modifiées depuis des années. De nouvelles situations, de nouvelles idées et de nouvelles procédures forment l'essence de ce projet de loi. Il importe de se tenir au courant des changements et de s'assurer que les lois évoluent avec le temps, surtout quand il s'agit d'une loi aussi importante que celle-ci, d'une loi qui touche la vie de tous les Canadiens.